



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MARNE

Direction Départementale des Territoires

Service Environnement, Eau
Préservation des Ressources
Cellule ICPE Déchets Energie

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE
centre de stockage de déchets ménagers exploité par la société SITA DECTRA à HUIRON

le préfet de la région Champagne-Ardenne
préfet du département de la Marne
chevalier de la légion d'honneur
officier de l'ordre national du mérite

INSTALLATIONS CLASSEES

N° 2011-MD-23-IC

VU :

- le code de l'environnement et notamment le livre V, parties législative et réglementaire, relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 relatif aux installations de stockage de " déchets non dangereux " ;
- l'arrêté préfectoral n° 2005-A-55-IC du 5 juillet 2005 autorisant la société Travadec à exploiter un centre de stockage de déchets ménagers et assimilés au lieu-dit « La Cote Plate » de la commune de Huirom ;
- l'arrêté préfectoral n° 2010-ChExpl-79-IC du 23 avril 2010 autorisant la poursuite de l'exploitation par la société SITA DECTRA des activités autorisées par l'arrêté préfectoral n° 2005-A-55-IC du 5 juillet 2005précité ;
- la demande en date du 21 novembre 2008 de la société Travadec, devenue SITA DECTRA, en vue de procéder à des modifications des conditions d'exploitation de son centre de stockage de déchets de Huirom ;
- les constatations effectuées lors de la visite d'inspection en date du 5 mars 2010 ;
- le rapport de l'inspection des installations classées du 17 février 2010 ;

2011

CONSIDÉRANT QUE :

- la société SITA DECTRA n'a pas fourni les compléments demandés par lettre du 26 avril 2010 en vue d'apporter tous les éléments d'appréciation en application de l'article R 512-33 du code de l'environnement ;
- les modifications envisagées ont déjà donné lieu à des adaptations des conditions d'exploitation et de la constitution des infrastructures du site ;

Sur proposition de M le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Champagne Ardenne,

ARRETE :

Article 1:

La société SITA DECTRA, dont le siège social est situé zone industrielle, Chemin des Marais à Saint Brice-Courcelles, est mise en demeure de compléter sa demande de modification en apportant tous les éléments d'appréciation, conformément aux dispositions de l'article R 512-33 du code de l'environnement, des conditions d'exploitation de son centre de stockage de déchets ultimes ménagers et assimilés situé sur le territoire de la commune de Huiron et exploité sous couvert de l'autorisation préfectorale du 5 juillet 2005 précitée.

En particulier, l'exploitant est tenu de fournir les compléments suivants en ce qui concerne :

➤ **la digue périphérique**

préciser l'étendue de la demande en fournissant un complément à l'étude de stabilité liée à la tranche 1 alors que le phasage initial comporte 6 tranches.

➤ **la barrière de sécurité passive en fond d'alvéole**

justifier l'équivalence de la barrière artificielle aux objectifs souhaités d'une barrière passive naturelle constituée d'un horizon d'au moins 1 m ayant une perméabilité inférieure à 1.10^{-9} m/s et d'un second horizon de 5 m d'épaisseur ayant une perméabilité inférieure à 1.10^{-6} m/s.

➤ **la barrière de sécurité passive en flanc d'alvéole**

apporter les éléments d'information sur les caractéristiques de la membrane choisie.

➤ **Les bassins d'infiltration**

préciser les caractéristiques des équipements permettant de définir leur dimensionnement, leur emplacement ainsi que les systèmes de traitement de l'eau.

➤ **La recirculation des lixiviats**

- décrire les dispositions matérielles retenues pour la gestion des bassins de stockage et des flux de lixiviats ;
- préciser les mesures prises en cas dysfonctionnement des installations de pompage ;
- indiquer le devenir des installations de traitement prévues initialement.

➤ **Le fonctionnement en mode bio-réacteur**

compléter la demande par :

- une caractérisation des rejets atmosphériques avec un fonctionnement en bio-réacteur ;
- une description de la couverture étanche ;
- une description de la connexion du réseau de dégazage ;
- une mise à jour des plans permettant de situer l'unité de production d'électricité et les différents réseaux ainsi que les différents systèmes de traitement ;
- une identification des effets connexes (trafic, émissions sonores, intégration paysagère...) ;
- une description de la gestion des huiles nécessaires au fonctionnement des équipements.

Ces éléments doivent être associés à la fourniture d'une mise à jour des plans ainsi que des études d'impacts et de dangers prévus à l'article R 512-8 du code de l'environnement. Au besoin, les mesures propres à en éviter les impacts et les risques supplémentaires devront être présentées.

Article 2:

L'exploitant transmet les compléments nécessaires à la constitution d'une demande conforme aux dispositions de l'article R 512-33 précité dans un délai n'excédant pas 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 3:

Faute pour l'exploitant d'obtempérer aux dispositions du présent arrêté, les mesures prévues aux articles L 514-1 et L 514-2, livre V, titre I du code de l'environnement pourront être mises en œuvre.

Article 4: Recours

En application de l'article R514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons en Champagne - 25 rue du Lycée, 51036 Châlons en Champagne cedex :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de **deux mois**, à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an, à compter de la publication ou de l'affichage de la décision.

Article 5: Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 6: Notification

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Mame, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Champagne Ardenne ainsi que de l'inspection des installations classées, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information à la délégation territoriale de l'agence régionale de santé, direction du service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile, service départemental d'incendie et de secours, direction de l'agence de l'eau Seine Normandie, ainsi qu'à Monsieur le maire de Huiroon qui en donnera communication au conseil municipal.

Notification en sera faite, sous pli recommandé, à Monsieur le directeur de la société SITA DECTRA dont le siège social est situé zone industrielle, Chemin des Marais à Saint Brice-Courcelles.

Monsieur le maire de HUIRON procédera à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, il dressera un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservé en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, pas ailleurs pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la direction départementale des territoires.

Châlons-en-Champagne, le - 1 MAR. 2011
pour le préfet,
le secrétaire général de préfecture,



Alain CARTON

